

# Point de Presse du Conseil d'Etat

---

2 octobre 2013

La version Internet fait foi

M. David Hiler, vice-président du Conseil d'Etat  
Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

---



# Sommaire

---

Genève-Confédération .....	4
Oui à une modification de l'ordonnance sur le bail à loyer .....	4
Genève favorable à la modification de la loi fédérale sur la protection de l'environnement.....	4
Prévention de l'endettement par l'interdiction de la publicité en faveur des petits crédits.....	5
Modification du code civil concernant les fonds de bienfaisance .....	5
Genève .....	7
Nouveau concept de gestion des risques pour l'Etat de Genève .....	7
Approbation du plan directeur de quartier « Les Cherpines » .....	8
Modification de la loi concernant la Chambre des relations collectives de travail .....	8
Extension du champ d'application des conventions collectives de travail pour les métiers de la métallurgie du bâtiment.....	9
Stationnement des livreurs : nouvelles dispositions à l'étude.....	9
Finalisation de la restructuration juridique du complexe Palexpo-Arena .....	9
Troisième attribution de la part cantonale du bénéfice de la Loterie romande.....	10
Aide financière à la Croix-Rouge genevoise pour l'année 2013.....	10
L'initiative Cornavin « Pour une extension souterraine de la gare » a abouti.....	11
Entrée en vigueur de lois .....	12
Agenda des invitations à la presse .....	15

## Oui à une modification de l'ordonnance sur le bail à loyer

Le Conseil d'Etat a répondu à une [consultation](#) du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche portant sur une modification de l'ordonnance sur le bail à loyer et le bail à ferme d'habitations et de locaux commerciaux (OBLF). L'adaptation prévoit que les aides publiques favorisant des mesures énergétiques doivent être portées en déduction dans le calcul de l'augmentation de loyer justifiée par des prestations supplémentaires. Ces aides doivent également être incluses dans le contenu de formule obligatoire destinée à communiquer les hausses de loyers aux locataires.

Le Conseil d'Etat souligne l'importance des changements proposés et les approuve. Il estime cohérent que les montants alloués d'aides publiques favorisant les mesures énergétiques ne soient pas considérés comme des prestations supplémentaires des bailleurs. De même, il est aussi important que les locataires en soient informés.

Cette proposition s'inscrit dans la [décision du Conseil fédéral du 15 mai 2013](#) de prendre différentes mesures visant à optimiser la politique du logement.

*Pour toute information complémentaire : M. Michel Bürgisser, directeur général de l'office du logement, office de l'urbanisme, DU, ☎ 022 546 65 91.*

---

## Genève favorable à la modification de la loi fédérale sur la protection de l'environnement

Répondant à une procédure de consultation de la [Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil des Etats \(CEATE-E\)](#), le Conseil d'Etat s'est déclaré favorable à la modification proposée de la [loi fédérale sur la protection de l'environnement](#).

Cette dernière prévoit l'octroi de subventions pour les investigations ou l'assainissement de sites pollués ou contaminés pour autant que plus aucun déchet n'ait été déposé après le 1<sup>er</sup> février 2001, soit cinq ans après le délai actuel de 1996.

Cette disposition permettra de supporter financièrement (à hauteur de 30%) les cantons lorsqu'une entreprise polluante a cessé son activité entre 1996 et 2001.

*Pour toute information complémentaire : M Jacques Martelain, directeur, service de géologie, sols et déchets, DGE, DIME, ☎ 022 546 70 70.*

---

## Prévention de l'endettement par l'interdiction de la publicité en faveur des petits crédits

Le Conseil d'Etat a répondu à une procédure de consultation de la [Commission de l'économie et des redevances du Conseil national \(CER-N\)](#) portant sur l'avant-projet de révision de la loi fédérale sur le crédit à la consommation (LCC), qui fait suite à [l'initiative parlementaire déposée le 18 juin 2010 par la conseillère nationale Josiane Aubert visant à faire interdire la publicité en faveur des petits crédits dans la LCC \(initiative Aubert\)](#). Il s'agit d'endiguer le phénomène du surendettement, auquel sont en particulier exposés les adolescents et les jeunes adultes.

La CER-N propose une autorégulation par les milieux professionnels des formes agressives de publicité en matière de crédits à la consommation par le biais d'une convention de droit privé et sous la haute surveillance du Conseil fédéral.

Le gouvernement genevois estime que cette proposition est insuffisante et préconise une interdiction complète de la publicité pour les petits crédits. Il estime en effet qu'il n'est pas cohérent de demander aux institutions publiques, notamment scolaires, de faire des efforts de prévention, tout en laissant une grande liberté aux établissements bancaires pour faire de la publicité auprès d'un public particulièrement exposé et sensible.

C'est pourquoi il n'est pas favorable aux mesures proposées, qui se limitent à tenter de réguler, par le biais d'une autorégulation peu efficace, un phénomène en pleine expansion et qui provoque auprès des jeunes des situations de surendettement graves et très pénalisantes. La prévention étant importante, il convient d'agir en amont, par le biais de l'interdiction de la publicité qui vise spécifiquement les adolescents et les jeunes adultes, et en aval, en collaboration avec les prêteurs pour introduire un examen rigoureux de la capacité à contracter.

Outre les mesures proposées par l'avant-projet, le Conseil d'Etat, dans l'optique d'amener les acteurs de la branche à examiner plus attentivement les capacités financières des consommateurs, soumet l'idée de la création d'une quatrième classe de collocation en matière d'exécution forcée pour les créances dérivant du crédit à la consommation. Sachant que les prêts accordés dans le cadre de la LCC sont conçus comme des prêts à risques dont les taux d'intérêt maximum autorisés s'élèvent à 15%, il paraît en effet discutable que de telles créances concourent, en matière de poursuites ou de faillites, au même rang que les créances d'impôt ou les créances de droit privé, telles, par exemple, celles des entrepreneurs, des commerçants ou des artisans, au taux généralement de 5%.

Enfin, le Conseil d'Etat souhaite exprimer à la CER-N son incompréhension face au classement sans consultation préalable des cantons de [l'initiative parlementaire Hiltbold](#). Complémentaire à l'initiative Aubert, l'initiative Hiltbold présentait l'avantage d'imposer une forme de responsabilité sociale aux sociétés de crédits par le prélèvement d'une taxe utile au financement de campagnes de prévention du surendettement chez les jeunes.

*Pour toute information complémentaire : M. Jean-Charles Magnin, directeur général des affaires économiques, DARES, ☎ 022 546 88 50.*

---

## Modification du code civil concernant les fonds de bienfaisance

Le Conseil d'Etat a répondu à la [consultation](#) de la [Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national \(CSSS-N\)](#) relative à [l'initiative parlementaire « Permettre aux fonds de bienfaisance de jouer leur rôle »](#).

Le gouvernement genevois accueille favorablement les modifications proposées, qui vont permettre de simplifier la gestion des fonds de bienfaisance non soumis à la [loi fédérale sur le libre passage \(LFLP\)](#) et ainsi

soutenir une forme de prévoyance financée uniquement par l'employeur. De plus, cette adaptation du [code civil](#) met fin à la situation d'insécurité juridique qui prévalait quant aux obligations auxquelles doivent se soumettre les fondations de bienfaisance, selon qu'elles sont traitées légalement comme des fondations de prévoyance ou pas. La doctrine étant divisée sur ce point, une clarification apparaissait nécessaire.

Le Conseil d'Etat a toutefois relevé que dans sa formulation actuelle, qui prévoit un assujettissement des bénéficiaires à l'AVS, le projet risque de mener à une limitation malvenue du cercle des ayants-droits aux prestations discrétionnaires financées par les fonds de bienfaisance.

*Pour toute information complémentaire : M. Michel Blum, directeur, direction générale de l'action sociale, DSE,*  
☎ 022 546 51 19.

---

## Nouveau concept de gestion des risques pour l'Etat de Genève

Le Conseil d'Etat a adopté un [concept de gestion des risques](#) pour l'Etat de Genève. Cet outil d'aide à la décision dote l'administration cantonale d'une approche systématique face aux risques de nature financière et non financière (voir [présentation](#)).

Le nouveau concept est accompagné d'un [règlement](#) reposant sur la [loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat de Genève \(LGAF\)](#) et sur la [loi sur la surveillance de la gestion administrative et financière et l'évaluation des politiques publiques \(LSGAF\)](#). Il s'inspire des standards internationaux de gestion des risques les plus connus et fait évoluer le dispositif de contrôle interne qui s'était développé depuis 2006 afin de répondre aux exigences de l'Etat de Genève.

Ce concept fait suite à l'engagement par l'Etat, en octobre 2012, d'un responsable de la gestion globale des risques dont la mission est de donner une nouvelle impulsion dans le domaine. Ce « risk manager » assure, par le biais d'une coordination transversale, l'homogénéisation des pratiques et le transfert de connaissances.

L'objectif ultime de la gestion des risques est de constituer un outil d'aide à la décision pour la hiérarchie. Le but n'est pas d'éviter chaque risque à tout prix, mais plutôt d'en prendre conscience et de choisir la manière la plus appropriée de le gérer.

La première étape à franchir a été le développement d'un nouveau cadre comprenant des normes et des outils permettant non seulement d'identifier et d'évaluer les risques, mais surtout de constituer une gouvernance avec des rôles et des responsabilités clairement définis. Ceci a pour but de fournir au Conseil d'Etat un nouvel outil stratégique et de permettre à l'Etat de traiter ses risques de manière plus efficace. Un autre but est de fournir au Grand Conseil un outil supplémentaire lui permettant de renforcer sa capacité d'exercer sa tâche de surveillance.

Le concept a été conçu en collaboration avec tous les départements de l'Etat, ce qui facilite sa compréhension et son acceptation. Parmi les bénéfices visés, l'Etat s'attend à pouvoir réduire l'effet de l'incertitude sur l'atteinte de ses objectifs, à augmenter sa capacité d'anticipation des problèmes et à permettre la prise en compte de la perspective « risque » dans le cadre de la planification future.

*Pour toute information complémentaire : M. Fabrizio Balda, responsable de la gestion globale des risques de l'Etat, CHA, ☎ 022 327 98 10.*

---

## Approbation du plan directeur de quartier « Les Cherpines »



Le Conseil d'Etat a approuvé le plan directeur de quartier (PDQ) « Les Cherpines », portant sur la réalisation d'environ 3000 logements et 2500 emplois sur le territoire des communes de Plan-les-Ouates et de Confignon. La superficie du PDQ est de 58 hectares répartis ainsi : 42 hectares de zone de développement 3 (régions dont la transformation en quartiers urbains est fortement avancée), 13 hectares de zone de développement industriel et un peu moins de 3 hectares affectés à de l'équipement public.



Le PDQ a été élaboré conjointement par l'Etat de Genève et les communes de Plan-les-Ouates et Confignon qui l'ont approuvé le 18 juin 2013. Il fait suite à l'adoption par le Grand Conseil, le 24 septembre 2010, de la [loi modifiant les limites de zones](#), confirmée lors de la [votation populaire du 15 mai 2011](#).

Le PDQ prévoit la réalisation d'environ 3000 logements et la réalisation d'une zone de développement industriel et artisanal offrant des activités mixtes permettant la création de 2500 emplois environ. Divers services destinés aux habitants des Cherpines et des quartiers voisins sont aussi prévus, de même de deux groupes scolaires de niveau primaire et la future école de culture générale Ella-Maillart, ainsi que des espaces culturels.

Conformément au [plan directeur cantonal en vigueur](#), le PDQ prévoit une extension de cinq hectares du centre sportif de Plan-les-Ouates, situé au centre du périmètre.

Le PDQ fixe les grandes orientations de l'aménagement d'un quartier situé sur une ou plusieurs communes. Il affine le contenu du plan directeur cantonal ou communal mais ne précise pas le détail des réalisations, qui fait l'objet de procédures ultérieures. Il engage les autorités cantonales et communales en faveur des mêmes objectifs.

*Pour toute information complémentaire : M. Raphaël Crestin, chef de projet à la direction des grands projets, office de l'urbanisme, DU, ☎ 022 546 00 11.*

---

## Modification de la loi concernant la Chambre des relations collectives de travail

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de modification de la [loi concernant la Chambre des relations collectives de travail \(LCRCT\)](#) afin de repourvoir le poste de président suppléant de la Chambre, qui est vacant depuis plus d'une année.

La modification proposée assouplit les conditions d'éligibilité du président et de son suppléant, qui sont actuellement trop strictes et ne correspondent pas aux besoins spécifiques de cette juridiction. La modification permettra de désigner le président et son suppléant parmi les spécialistes du droit du travail reconnus par le partenariat social, tout en garantissant le haut niveau de compétence du poste.

Par ailleurs, il est proposé de réintroduire la possibilité pour les juges de la Cour de justice de suppléer l'absence de présidence, en cas de besoin. Cette modification permettra d'éviter tout blocage institutionnel dû à une composition incomplète de la Chambre au niveau de sa présidence.

*Pour toute information complémentaire : Mme Christina Stoll, directrice générale de l'office cantonal de l'inspection et des relations du travail, OCIRT, DSE, ☎ 022 388 29 29.*



---

## **Extension du champ d'application des conventions collectives de travail pour les métiers de la métallurgie du bâtiment**

Le Conseil d'Etat a décidé de proroger l'extension du champ d'application des conventions collectives de travail (CCT) pour les métiers de la métallurgie du bâtiment. Elle court jusqu'à l'échéance des CCT, soit jusqu'au 31 décembre 2014.

Par cette extension, le Conseil d'Etat répond à la demande des partenaires sociaux et contribue ainsi à renforcer la paix sociale au sein de cet important secteur. Cette décision permettra d'assurer des conditions de travail minimales uniformes pour l'ensemble des travailleurs de la branche, tout en consolidant leur protection sociale. Du point de vue patronal, elle renforce également la loyauté en matière de concurrence, en ce sens que celle-ci ne pourra pas s'exercer au travers de la sous-enchère salariale.

Sur un plan formel, l'arrêté du Conseil d'Etat doit encore être approuvé par le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche, avant de pouvoir entrer en vigueur, au plus tôt le 1<sup>er</sup> décembre 2013.

*Pour toute information complémentaire : Mme Christina Stoll, directrice générale OCIRT, DSE,  
☎ 022 388 29 29.*

---

## **Stationnement des livreurs : nouvelles dispositions à l'étude**

Le Conseil d'Etat a répondu à une [motion](#) en faveur d'une tarification spécifique pour le stationnement des commerçants du secteur des produits frais situés au centre-ville. Les demandes concernent la mise en place de mesures dérogatoires avec un système de macarons spécifiques et une autorisation de livraison après 11h00 le matin.

Compte tenu des dispositifs en vigueur en faveur de l'ensemble des professionnels (macarons « activités » annuels, macarons multizones « plus » pour les déplacements ponctuels, cases de livraisons) et de ceux à venir énoncés dans le [Plan d'action du stationnement 2014-2019](#) (évaluation des mesures existantes et mise en œuvre d'une organisation des livraisons en ville), le Conseil d'Etat propose de ne pas entrer en matière dans l'immédiat sur la demande des motionnaires, car elle s'inscrit dans les réflexions en cours.

Les solutions élaborées seront soumises aux professionnels par l'intermédiaire des organes de consultation concernés.

*Pour toute information complémentaire : Mme Chrystelle Charat, cheffe de projet, direction de la planification générale, DGM, DIME, ☎ 022 546 78 27.*

---

## **Finalisation de la restructuration juridique du complexe Palexpo-Arena**

Le Conseil d'Etat a finalisé la toute dernière étape de la restructuration juridique du complexe Palexpo-Arena en mettant en œuvre la [loi 11109](#) votée par le Grand Conseil le 7 juin 2013.

Ainsi, la propriété du local de dépôt sous l'Arena est transférée à Palexpo SA et le solde du prêt à l'ancienne fondation Arena est également transmis à cette société, ces deux éléments étant convertis en capital-actions

de Palexpo SA qui procédera à une augmentation de son capital subséquente en faveur de l'Etat (286 nouvelles actions).

*Pour toute information complémentaire : Mme Laurence Dick Aune, secrétaire générale adjointe chargée des affaires juridiques, DSE, ☎ 022 546 54 06.*

---

### **Troisième attribution de la part cantonale du bénéfice de la Loterie romande**

Le Conseil d'Etat a donné son aval aux propositions formulées par l'organe genevois de répartition des bénéfices de la Loterie romande, lors de la troisième de ses quatre séances annuelles. Ainsi, 97 institutions à but non lucratif se sont vu attribuer un total de 7,705 millions de francs, dont 28,4% dévolus à la culture. La Loterie romande consacrera notamment 1 million de francs aux festivités du Bicentenaire de l'entrée du canton de Genève dans la Confédération, via un soutien unique à l'association [GE200](#).

Depuis le début de l'année en cours, la Loterie romande a donc accordé pour un total de 17,332 millions de francs de dons, dont 38,7% consacrés à des projets culturels (sans compter les projets culturels qui seront réalisés dans le contexte du Bicentenaire, considérés dans la catégorie « patrimoine » ; voir points de presse du [27 mars](#) et [26 juin 2013](#)).

Comme à l'accoutumée, la liste des bénéficiaires ainsi que la destination et le montant de chaque attribution est publiée dans la Feuille d'avis officielle. Les critères d'attribution et les modalités de traitement des demandes de dons peuvent être consultés sur le site [www.entraide.ch](http://www.entraide.ch).

*Pour toute information complémentaire : M. Bernard Favre, président de l'organe de répartition des bénéfices de la Loterie romande, DU, ☎ 022 546 54 10 ou 079 215 80 58.*

---

### **Aide financière à la Croix-Rouge genevoise pour l'année 2013**

Le Conseil d'Etat a décidé d'accorder à la Croix-Rouge genevoise une aide financière d'un montant de 127'500 francs pour l'année 2013.

Cette aide est destinée à l'accompagnement à domicile des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou d'affections apparentées en proposant une présence sécurisante à domicile de deux à huit heures par semaine.

Cette prestation est mise en œuvre conjointement par la Croix-Rouge genevoise, l'Association Alzheimer Genève et Pro Senectute Genève.

*Pour toute information complémentaire : M. Thierry Blanc, service de la planification et du réseau de soins, direction générale de la santé, DARES, ☎ 022 546 18 70.*

---

## **L'initiative Cornavin « Pour une extension souterraine de la gare » a abouti**

Le Conseil d'Etat a constaté l'aboutissement de l'[initiative populaire cantonale Cornavin « Pour une extension souterraine de la gare »](#). La vérification des signatures déposées à l'appui de l'initiative a donné les résultats suivants :

- nombre de signatures annoncées par les déposants : 16'342
- nombre de signatures contrôlées : 10'795
- nombre de signatures validées : 10'016

Le nombre de 10'000 signatures exigé par la [constitution de la République et canton de Genève du 24 mai 1847](#) est atteint et l'initiative a abouti.

L'article 229, alinéa 1 de la [nouvelle constitution de la République et canton de Genève, du 14 octobre 2012](#) prévoit en effet que l'ancien droit s'applique aux initiatives populaires dont le lancement a été publié avant l'entrée en vigueur de la présente constitution, soit avant le 1<sup>er</sup> juin 2013. La publication du lancement de l'initiative Cornavin « Pour une extension souterraine de la gare » a été faite dans la Feuille d'avis officielle (FAO) du 9 avril 2013 ; l'initiative est donc soumise à l'[ancienne constitution](#), soit à l'exigence de 10'000 signatures fixées par l'article 64, alinéa 1.

Les recours contre la décision en matière de validation des signatures doivent être adressés à la Chambre administrative de la Cour de justice au plus tard six jours à compter du lendemain de la publication de l'arrêté dans la FAO.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 327 95 09.*

# Entrée en vigueur de lois

Le Conseil d'Etat a arrêté l'entrée en vigueur des lois suivantes :

Loi	AUTEUR DU PL INITIAL	ENTRÉE EN VIGUEUR
<a href="#">Loi du 28.06.2013 modifiant la loi portant règlement du Grand Conseil de la République et canton de Genève (B 1 01) (L08742)</a>	Grand Conseil	Samedi 5 octobre 2013 (lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle)
<a href="#">Loi du 28.06.2013 accordant une indemnité monétaire et non monétaire s'élevant à 437'200F en 2013 et 462'970F en 2014 et 2015 au Centre d'accueil - Genève internationale (CAGI) pour l'accueil et le soutien de délégués participant aux conférences internationales à Genève (L11039)</a>	Conseil d'Etat	Samedi 5 octobre 2013 (lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle)
<a href="#">Loi du 28.06.2013 autorisant la Fondation des parkings à financer la construction du parking « Carré-Vert » de 312 places pour voitures et 48 places pour deux-roues motorisés, sis sur les parcelles 3382, 3383 et 3340 de la commune de Genève (Jonction), à hauteur de 19'657'856F, et instituant une garantie pour un prêt en sa faveur à cet effet (L10913)</a>	Conseil d'Etat	Samedi 5 octobre 2013 (lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle)
<a href="#">Loi du 28.06.2013 modifiant la loi sur les bourses et prêts d'études (LBPE) (C 1 20) (Pour des bourses et prêts d'études qui tiennent compte des réalités socio-économiques du canton) (L11166)</a>	Grand Conseil	Samedi 5 octobre 2013 (lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle)
<a href="#">Loi du 28.06.2013 accordant des aides financières pour les années 2012 à 2015 à trois institutions du domaine des musées : a) la Fondation de droit public du Musée d'art moderne et contemporain - Fondamco b) la Fondation Martin Bodmer c) la Fondation du Musée international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (L11009)</a>	Conseil d'Etat	Samedi 5 octobre 2013 (lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle)

Loi du 28.06.2013 de boucllement de la loi 9890 ouvrant un crédit d'investissement de 415'000F pour l'équipement et l'ameublement des locaux du 70 Grand-Pré pour l'Ecole d'ingénieurs de Lullier et en particulier pour sa filière architecture du paysage (L11148)	Conseil d'Etat	Samedi 5 octobre 2013 (lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle)
Loi du 28.06.2013 de boucllement de la loi 9329 ouvrant un crédit d'investissement de 888'000F pour l'acquisition de mobilier, d'équipement et de matériel pour les services de l'office de la jeunesse (L11157)	Conseil d'Etat	Samedi 5 octobre 2013 (lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle)
Loi du 28.06.2013 de boucllement de la loi 9486 ouvrant un crédit d'investissement de 2'065'000F pour l'équipement et l'ameublement des pavillons provisoires loués et mis à disposition de l'EC-ECG du Rollet à Plan-les-Ouates (L11158)	Conseil d'Etat	Samedi 5 octobre 2013 (lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle)
Loi du 28.06.2013 approuvant le rapport annuel de gestion, le compte de profits et pertes et le bilan des Services industriels de Genève pour l'année 2012 (L11147)	Conseil d'Etat	Samedi 5 octobre 2013 (lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle)
Loi du 28.06.2013 portant désaffectation du domaine public cantonal de la parcelle DP 1409 de la commune du Grand-Saconnex (L11079)	Conseil d'Etat	Samedi 5 octobre 2013 (lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle)
Loi du 28.06.2013 modifiant les limites de zones sur le territoire de la commune de Carouge (création d'une zone de développement 3 et d'une zone des bois et forêts), au chemin de Pinchat et au chemin Vert (L11134)	Conseil d'Etat	Samedi 5 octobre 2013 (lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle)
Loi du 28.06.2013 accordant une indemnité annuelle de fonctionnement de 2'992'557F pour la période de 2013 à 2016 à l'association Argos (L11101)	Conseil d'Etat	Samedi 5 octobre 2013 (lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle)
Loi du 28.06.2013 accordant une aide financière annuelle de 370'000F pour 2012 et de 367'281F pour la période de 2013 à 2016 à la Fondation Phénix (L10971)	Conseil d'Etat	Samedi 5 octobre 2013 (lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle)
Loi du 28.06.2013 accordant une aide financière a) à Caritas Genève : 493'181F par année pour la période de 2013 à 2016, à laquelle viennent s'ajouter au maximum 275'000F pour 2013 et 233'333F pour 2014 b) au Centre social protestant de Genève : 663'904F par année pour la période de 2013 à 2016, à laquelle viennent s'ajouter au maximum 275'000F pour 2013 et 233'333F pour 2014 c) à la Croix-Rouge genevoise : 939'995F par année pour la période de 2013 à 2016 (L11054)	Conseil d'Etat	Samedi 5 octobre 2013 (lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle)

<a href="#">Loi du 28.06.2013 de boucllement de la loi n°9349 ouvrant un crédit d'investissement de 450'000 F pour la Fondation Foyer-Handicap (L11097)</a>	Conseil d'Etat	Samedi 5 octobre 2013 (lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle)
<a href="#">Loi du 28.06.2013 de boucllement de la loi 10267 ouvrant un crédit au titre d'indemnité cantonale d'investissement de 3'000'000F pour financer l'acquisition de deux scanners multibarettes au service de radiologie du département d'imagerie et des sciences de l'information médicale des Hôpitaux universitaires de Genève (L11137)</a>	Conseil d'Etat	Samedi 5 octobre 2013 (lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle)
<a href="#">Loi du 28.06.2013 de boucllement de la loi 9867 ouvrant un crédit au titre de subvention cantonale d'investissement de 2'400'000F pour financer la rénovation de la centrale thermique du site de Cluse-Roseraie des Hôpitaux universitaires de Genève (L11124)</a>	Conseil d'Etat	Samedi 5 octobre 2013 (lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle)
<a href="#">Loi du 28.06.2013 de boucllement de la loi 10266 ouvrant un crédit au titre d'indemnité d'investissement de 1'946'200F pour financer l'acquisition d'une centrale de surveillance des fonctions physiologiques en anesthésie aux Hôpitaux universitaires de Genève (L11136)</a>	Conseil d'Etat	Samedi 5 octobre 2013 (lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle)
<a href="#">Loi du 28.06.2013 approuvant le rapport de gestion du Conseil d'Etat pour l'année 2012 (L11160)</a>	Conseil d'Etat	Samedi 5 octobre 2013 (lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle)
<a href="#">Loi du 28.06.2013 approuvant les états financiers individuels de l'Etat de Genève pour l'année 2012 (L11161)</a>	Conseil d'Etat	Samedi 5 octobre 2013 (lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle)
<a href="#">Loi du 28.06.2013 approuvant les états financiers consolidés de l'Etat de Genève pour l'année 2012 (L11162)</a>	Conseil d'Etat	Samedi 5 octobre 2013 (lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle)

*Les liens hypertexte vers les lois seront activés le jour de leur parution dans la Feuille d'avis officielle.*

# Agenda des invitations à la presse

*Sous réserve de modifications*

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
10 octobre 10h00	Présentation du rapport intermédiaire 2013 du Programme cantonal genevois de développement des soins palliatifs 2012-2014	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DARES	Marie de Coulon ☎ 022 546 88 14
15 octobre 10h00	Lancement de la campagne de prévention contre le surendettement des jeunes	Salle de conférence de la HEAD 15, bd James-Fazy	DSE	Laurent Paoliello ☎ 022 327 92 04 ou 079 935 86 75
15 octobre 14h00	Pose de la première pierre de l'étape 3.3. de la maternité et point de situation sur les projets immobiliers hospitaliers	Hôpitaux universitaires de Genève (lieu exact à définir)	DU  DARES	Nicole Bovard ☎ 022 327 94 25 ou 079 240 83 72  Flora Houben ☎ 022 546 88 13
29 octobre 9h30	Amiante, PCB et plomb dans la construction : « Pour des travaux sans danger, faisons circuler l'information ! »	Pavillon SICLI, Acacias	DIME	Leyla Caragnano ☎ 022 546 76 14